

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

Union – Discipline - Travail



**MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE
ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE**



Termes de référence (TDR)

“ ÉVALUATION A MI – PARCOURS DU « APPUI AU PROGRAMME INTEGRE DE
PERENNISATION DES CANTINES SCOLAIRES SOUS LE FINANCEMENT DE L'USDA
McGOVERN -DOLE 2016 - 2020

PAM COTE D'IVOIRE

Sommaire

1. Introduction	3
2. Raisons de l'évaluation	3
2.1. Rationnel.....	3
2.2. Objectifs	4
2.3. Parties prenantes et utilisateurs	4
3. Contexte et sujet de l'évaluation	7
3.1. Contexte	7
3.2. Sujet de l'évaluation	9
4. Approche de l'évaluation.....	10
4.1. Critères d'évaluation et questions	10
4.2. Données disponibles	11
4.3. Méthodologie.....	12
4.4. Assurance qualité et évaluation de la qualité.....	13
5. Phases et produits attendus	14
6. Organisation de l'Evaluation	15
6.1. Conduite de l'Evaluation.....	15
6.2. Composition de l'Equipe et compétences.....	15
7. Considérations sécuritaires	16
8. Rôles et Responsabilités des Parties Prenantes	16
9. Communication et budget	18
9.1 Communication.....	18
9.2 Budget	18
Annexe 1 Cartographie du programme des cantines scolaires MGD .	19
Annexe 2 Calendrier d'évaluation.....	20
Annexe 3 : Caractéristiques clés de l'opération.....	21
Annexe 4 Responsabilités thématique du BP pour l'évaluation.....	24
Annexe 5 Cadre des résultats du projet MGD.....	25
Annexe 6 Plan de Communication et d'Apprentissage	32
Annexe 7 Cadre de résultats du Projet	36
Annexe 8 Abréviations.....	40

1. Introduction

1. Les présents TDR ont trait à l'évaluation à mi-parcours du « Appui au programme intégré de pérennisation des cantines scolaires appuyé par le Gouvernement Américain à travers le financement Mc Govern-Dole (MGD). Ce programme des cantines scolaires est mis en œuvre dans les régions Ouest, Nord et Nord-Est de la Côte d'Ivoire de Septembre 2015 à Juillet 2020. Cette évaluation est commandée par le bureau de pays du PAM en Côte d'Ivoire conformément au plan d'évaluation soumis au bailleur de fonds. Elle couvrira la période de Septembre 2016 à Juin 2018. La mission d'évaluation quant à elle se déroulera de Juin à décembre 2018, toutes phases confondues.
2. Les présents TDR ont été préparés par le bureau de pays du PAM en Côte d'Ivoire et le comité technique du programme sur la base d'un premier examen des documents et des consultations avec les parties prenantes sur la base d'un modèle standard. Ils seront finalisés sur la base des commentaires reçus sur le projet initial des TDR et de l'accord conclu avec la structure sélectionnée.
3. Les TDR visent trois buts. Premièrement, ils décrivent comment le PAM mettra en œuvre l'évaluation à mi-parcours comme approuvée par le Département de l'agriculture des États-Unis (USDA) dans le plan d'évaluation du programme ; deuxièmement, ils fournissent les informations clés de l'évaluation à toutes les parties prenantes ; et troisièmement, ils fournissent des informations clés à l'équipe d'évaluation et l'aident à travers le processus d'évaluation.
4. Les TDR s'inspirent de la politique d'évaluation du PAM et de la politique de suivi et d'évaluation de l'USDA. L'évaluation devrait suivre et répondre aux exigences décrites dans ces politiques, le cas échéant.

2. Raisons de l'évaluation

2.1. Rationnel

5. L'évaluation à mi-parcours s'inscrit dans le plan d'évaluation du projet MGD qui prévoit d'organiser trois types d'évaluation durant la vie du projet (une évaluation de base, une évaluation à mi-parcours et une évaluation finale) pour évaluer la pertinence, l'efficacité, l'efficience, la durabilité et l'impact d programme d'alimentation scolaire financé par le fonds McGovern-Dole. En outre, les recommandations issues de l'évaluation à mi-parcours informeraient les ajustements requis pendant le reste de la durée de vie du projet.
6. Par conséquent, après deux ans de mise en œuvre, ces TDR sont destinés à l'évaluation à mi-parcours qui doit tenir compte des progrès accomplis dans la mise en œuvre et des premiers signes des effets du projet McGovern-Dole sur les bénéficiaires comparé aux résultats obtenus lors de l'évaluation de référence.
7. Sur la base des TDR, une équipe d'évaluateurs externes sera sélectionnée pour conduire l'évaluation à mi-parcours de manière indépendante tout en respectant le chronogramme établi (voir annexe 2)
8. Le but de cette évaluation à mi-parcours est d'examiner de manière critique et objective et de faire le point sur l'expérience de mise en œuvre du programme dans l'environnement de mise en œuvre de la Côte d'Ivoire. Il s'agit d'évaluer si les bénéficiaires ciblés reçoivent les services comme prévu, évaluer si le projet est en voie d'atteindre les buts et objectifs fixés, examiner les cadres de résultats et les hypothèses, documenter les leçons apprises et discuter des modifications nécessaires ou des corrections de mi-parcours nécessaires pour atteindre efficacement et de manière efficiente les buts et objectifs énoncés.

2.2 Objectifs

9. Les évaluations du PAM servent deux objectifs, qui se renforcent mutuellement : la responsabilisation et l'apprentissage.
 - **Responsabilisation** - L'évaluation à mi-parcours évaluera et rendra compte de la performance et des résultats du programme des cantines scolaires appuyé par McGovern-Dole.
 - **Apprentissage** - L'évaluation déterminera les raisons pour lesquelles certains résultats se sont produits ou non, pour en tirer des leçons et identifier de bonnes pratiques et des indicateurs pour l'apprentissage. Elle fournira des résultats fondés sur des données probantes pour éclairer les décisions opérationnelles et stratégiques. Les résultats seront largement diffusés.
10. L'évaluation à mi-parcours fera des recommandations sur ce qui est nécessaire pour renforcer et améliorer la mise en œuvre du programme pour la période restante. Il évaluera également si les recommandations formulées lors de l'étude de référence ont été intégrées dans la mise en œuvre du programme
11. L'évaluation à mi-parcours considérera les progrès faits dans la mise en œuvre, et tout autre signe précoce des effets de l'assistance du PAM sur :
 - La capacité des élèves à lire
 - L'amélioration des indicateurs scolaires (assiduité, concentration, absentéisme)
 - L'adoption des bonnes pratiques de nutrition et de santé
 - L'inscription des élèves
 - La sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages des élèves filles bénéficiaires du take home ration
 - Déterminer les raisons des effets observés et tirer des leçons pour produire des résultats fondés sur des données probantes qui permettront au bureau de pays et aux autres parties prenantes de prendre des décisions éclairées sur la mise en œuvre des programmes de cantines scolaires.

2.3 Parties prenantes et utilisateurs

12. Un certain nombre de parties prenantes, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du PAM, s'intéressent aux résultats de l'évaluation et certaines d'entre elles devront jouer un rôle dans le processus d'évaluation. Elles apporteront leurs contributions tout au long de ce processus. Il est par ailleurs attendu qu'un tableau synthétique soit produit par l'équipe d'évaluateurs et fasse ressortir les problèmes identifiés et les recommandations majeures par groupe similaire de parties prenantes. Le tableau 1 ci-dessous fournit une analyse préliminaire des parties prenantes, qui devrait être approfondie par l'équipe d'évaluation dans le cadre de la phase de lancement.
13. La responsabilité envers les populations affectées est liée aux engagements du PAM d'inclure les bénéficiaires en tant que participants importants dans le travail du PAM. À ce titre, le PAM est déterminé à assurer l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes dans le processus d'évaluation, avec la participation et la consultation des femmes, des hommes, des garçons et des filles de différents groupes.

Table 1 : Analyse préliminaire des parties prenantes

Parties prenantes	Intérêt pour l'évaluation et les utilisations probables du rapport d'évaluation à cet intervenant
Parties prenantes internes	
Bureau de Pays (BP - Côte d'Ivoire)	Responsable de la planification au niveau national et de la mise en œuvre des opérations, il a un intérêt direct dans l'évaluation et un intérêt à tirer des leçons de l'expérience pour éclairer la prise de décision. Il est également appelé à rendre compte à l'interne ainsi qu'à ses bénéficiaires et partenaires de la performance et des résultats de son fonctionnement.
Bureau Régional (BR - Dakar)	Responsable tant de la supervision des BP que de l'orientation et du soutien technique ; la direction du BR s'intéresse à un compte rendu indépendant / impartial de la performance opérationnelle ainsi que de l'apprentissage tiré des résultats de l'évaluation pour appliquer aux autres bureaux de pays.
Siège du PAM (Rome)	Le PAM s'intéresse aux enseignements tirés des évaluations, en particulier en ce qui concerne les stratégies, les politiques, les domaines thématiques ou les modalités du PAM les plus pertinentes pour les programmes.
Bureau d'évaluation (OEV)	L'OEV a pour mission de veiller à ce que les évaluations décentralisées produisent des évaluations de qualité, crédibles et utiles qui tiennent compte des dispositions relatives à l'impartialité ainsi que des rôles et responsabilités des diverses parties prenantes de l'évaluation décentralisée définies dans la politique d'évaluation.
WFP Executive Board (EB)	L'organe directeur du PAM a un intérêt particulier à être informé de l'efficacité des opérations du PAM. Cette évaluation ne sera pas présentée à l'EB, mais ses conclusions peuvent alimenter les synthèses annuelles et les processus d'apprentissage du PAM, de manière globale.
Parties prenantes externes	
Bénéficiaires	Les bénéficiaires de l'assistance alimentaire ont une participation active pour déterminer si l'assistance est appropriée et efficace. À ce titre, le niveau de participation à l'évaluation des femmes, des hommes, des garçons et des filles de différents groupes sera déterminé et leurs considérations prises en compte.
Gouvernement (Ministère de l'Education Nationale, de l'enseignement technique et de la formation professionnelle)	Le Gouvernement a un intérêt direct à savoir si les activités du PAM dans le pays sont alignées sur ses priorités, harmonisées avec celles d'autres partenaires et répondent aux résultats escomptés. Les questions liées au renforcement des capacités, à la passation des marchés et à la durabilité seront particulièrement analysées.
Ministère de l'Agriculture et du développement Rural à travers ANADER	A travers l'Agence Nationale d'Aide au Développement Rural (ANADER) le Ministère de l'Agriculture apporte une assistance technique aux groupements agricoles mobilisés autour des écoles à cantine. Les résultats de l'évaluation permettraient au Ministère de connaître l'appui nécessaire au développement de ces groupements

UN Country team	L'action harmonisée de l'UNCT devrait contribuer à la réalisation des objectifs de développement du gouvernement. Il a donc intérêt à veiller à ce que les opérations du PAM contribuent efficacement aux efforts concertés des Nations Unies. Diverses agences sont également des partenaires directs du PAM au niveau des politiques et activités.
Le comité de pilotage	Le comité de pilotage est un organe politique mis en place et présidé par le Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle. Il est composé des différents partenaires opérationnels du projet. Les résultats de l'évaluation permettraient à ce comité de prendre des décisions éclairées
Le comité technique	Le comité technique est un organe technique du projet. Il est composé des techniciens des différents partenaires opérationnels du projet. Les résultats de l'évaluation permettraient à ce comité de prendre des décisions éclairées et d'améliorer le suivi du projet.
La Direction des Cantines Scolaires (DCS)	La DCS est le partenaire gouvernemental du PAM pour la mise en œuvre du programme des cantines scolaires. La DCS a un intérêt à savoir si le programme des cantines scolaires appuyé par le MGD est aligné sur ses priorités, harmonisé avec celui qu'elle met en œuvre et répond aux résultats escomptés.
AVSI	AVSI est le partenaire du PAM pour la mise en œuvre du volet apprentissage de la lecture dans ce projet. Les résultats de l'évaluation pourraient influencer sur les modalités d'exécution, les orientations stratégiques et les partenariats futurs.
USDA (McGovern-Dole)	Les fonds McGovern-Dole soutiennent financièrement le programme des cantines scolaires et l'apprentissage de la lecture. L'USDA a intérêt à savoir si ses fonds ont été dépensés efficacement et si le travail du PAM a été efficace et a contribué à ses stratégies et programmes. Cette évaluation à mi-parcours est financée par USDA

14. Les principaux utilisateurs de cette évaluation seront :

- Le bureau pays de la Côte d'Ivoire et ses partenaires dans la prise de décision, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre et / ou la conception du programme des cantines scolaires, la stratégie de pays et les partenariats
- Étant donné les fonctions essentielles du Bureau régional (BR), le BR devrait utiliser les résultats de l'évaluation pour fournir des orientations stratégiques, un soutien aux programmes et une surveillance
- Le Siège du PAM peut utiliser les évaluations pour un apprentissage organisationnel et une responsabilisation plus vaste
- L'OEVI peut utiliser les résultats de l'évaluation, le cas échéant, pour alimenter les synthèses d'évaluation ainsi que pour les rapports annuels au Conseil d'administration.
- Le Gouvernement (Ministère de l'Education Nationale) peut utiliser les résultats de cette évaluation pour améliorer ses politiques et stratégies éducatives La Direction des Cantines Scolaires (DCS) peut utiliser les résultats de cette évaluation pour améliorer la mise en œuvre de son programme des cantines scolaires
- L'AVSI peut utiliser les résultats de cette évaluation pour améliorer ses prises de décision et la mise en œuvre de son programme d'apprentissage de la lecture
- L'USDA peut trouver cette évaluation cruciale pour la responsabilité du programme et pour un apprentissage organisationnel.

3. Contexte et sujet de l'évaluation

3.1. Contexte

15. Avec une population de près de 23 millions d'habitants, la Côte d'Ivoire est un pays d'Afrique de l'Ouest dont l'économie est soutenue par un secteur agricole dynamique, reposant principalement sur le binôme café-cacao (en moyenne 40% du PIB).
16. Les différentes crises socio-politiques qui se sont succédées ont eu des conséquences néfastes et ont conduit à la détérioration des conditions de vie des populations malgré l'adoption et la mise en œuvre de différents programmes économiques et financiers.
17. Depuis la fin de la crise post-électorale, la reprise économique de la Côte d'Ivoire est notable, le pays connaissant l'un des taux de croissance le plus élevé de l'Afrique Sub-Saharienne. En 2015, la croissance s'est élevée à 8,2% du PIB, portée par le dynamisme de l'agriculture et des services et par les grands travaux publics. En 2015, l'activité économique est restée dynamique dans la plupart des secteurs, l'inflation est restée contenue (1,2%), de même que le déficit budgétaire (3% du PIB). Entre 1985 et 2008, l'ampleur et l'intensité de la pauvreté s'étaient considérablement accentuées, avec une augmentation du taux de pauvreté de 10 à 49 % environ. Selon la dernière enquête sur la mesure des niveaux de vie réalisée en 2015 par la Banque mondiale, l'incidence de la pauvreté a reculé d'environ 51 % en 2011 à 46 % en 2015 ; cette amélioration, qui est le résultat du redressement économique récent, a concerné aussi bien le milieu rural que les zones urbaines. Néanmoins, la pauvreté demeure un phénomène majoritairement rural, qui se manifeste dans les inégalités d'accès aux services essentiels et les disparités hommes-femmes et qui nourrit les clivages entre groupes de revenu mais aussi entre population urbaine et rurale.
18. Dès son accession à l'indépendance, la Côte d'Ivoire s'est fixée un objectif de scolarisation à 100%. Aussi, a-t-elle fait de l'éducation une priorité en allouant plus de 40% du budget à celle-ci. Cependant, plusieurs facteurs ont inhibé cette volonté au nombre desquels l'épineux problème de la faim de midi auquel ont été, très tôt confrontés de nombreux enfants dont l'école était située à plusieurs kilomètres du domicile familial. La réponse adéquate et complète à ce problème important nécessitait la conduite d'une politique sociale fondée notamment sur les cantines scolaires.
19. C'est pourquoi, l'Etat s'est engagé en 1989, avec le PAM dans un vaste programme d'alimentation scolaire. Le Programme d'Alimentation Scolaire avait connu un développement encourageant qui a abouti à la mise en place de plus de 5500 cantines scolaires à travers tout le pays en 2012-2013 permettant de fournir un repas chaud à près d'un million d'enfants. Cela correspond à un taux de couverture en cantines d'environ 50%. L'inadéquation entre les moyens alloués et la demande en matière de cantines scolaires a entraîné la baisse du niveau de service, notamment la baisse du nombre de rationnaires et du nombre de jours de fourniture de repas chauds aux enfants. Ainsi, pour combler ce déficit, les communautés ont été sollicitées pour contribuer au fonctionnement des cantines scolaires. A partir de 1998, le programme des cantines scolaires a intégré un volet de pérennisation à travers le renforcement de capacités des groupements agricoles autour des cantines scolaires.
20. Ces groupements, composés à une très large majorité de femmes volontaires, engagent des activités génératrices de revenus, essentiellement dans le domaine agricole et d'élevage et cèdent une partie de leur production à la cantine contribuant ainsi largement à nourrir les enfants aux côtés des autres partenaires. C'est par ce biais que le PIP/CS envisageait pérenniser les cantines Scolaires avec l'appui des communautés.
21. Le gouvernement ivoirien, à travers la Direction des Cantines Scolaires (DCS) a, avec l'assistance technique du Programme Alimentaire Mondial (PAM) et du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), élaboré en Avril 2012, la stratégie nationale d'alimentation scolaire pour la période 2012-2017. Ce document définit les zones prioritaires d'intervention en analysant de manière combinée le niveau d'insécurité alimentaire, le taux de prévalence de la malnutrition chronique, le taux de scolarisation et le taux de pauvreté dans les différentes régions du pays. Ainsi, ont été identifiées comme zones prioritaires pour les interventions de cantines scolaires, les régions suivantes : la priorité 1 (Cavally ; Guémon

; Poro ; Bagoué ; Tchologo ; Bafing), la priorité 2 (Worodougou ; Béré) et la priorité 3 (Gontougo et Bounkani).

22. Le PAM a mis en œuvre, de Septembre 2013 à Décembre 2016, un projet de développement, intitulé : « appui au Programme Intégré de Pérennisation des Cantines Scolaires ». Avec 571 000 bénéficiaires prévus, ce projet ciblait 29% de l'ensemble des écoles à cantine et 15% de l'ensemble des écoles primaires publiques en Côte d'Ivoire. Ce projet couvrait 1634 cantines scolaires dans les 10 régions prioritaires.
23. Le programme des cantines scolaires est mis en œuvre en partenariat avec le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle (MENET-FP) à travers la Direction des Cantines Scolaires (DCS) qui exécute les différentes activités de ce projet dans les différentes directions régionales de l'Éducation Nationale. L'Agence Nationale d'Appui au Développement Rural (ANADER) fournit un appui technique notamment pour l'encadrement des groupements agricoles mobilisés autour des cantines scolaires.
24. Brève description des activités de l'accord :
 - Fourniture des repas scolaires – repas chauds journaliers (composé de riz, légumineuses, huile et sel) sont fournis à 125 000 élèves de 613 écoles primaire dans sept directions départementales ciblées
 - Fourniture de rations emportées – rations sèches emportées de 50 kg de riz sont fournies trimestriellement à 10 000 filles des classes de CM afin d'adresser les disparités entre sexe
 - Formation des gestionnaires des cantines – formations sont fournies annuellement afin d'améliorer la capacité de gestion et d'administration dans les domaines de préparation des aliments, nutrition et le rapportage
 - Formation des membres du comité de gestion de l'école – formation fournies en mobilisation communautaire, gestion de cantine et autres sujets pertinents affectant la communauté
 - Fourniture des équipements et outils de préparation et de stockage des vivres – des équipements améliorés de préparation et de stockage (kits de cuisine, foyers améliorés, palettes de stockage de vivre) sont distribués dans les écoles à cantine supportées par le financement McGovern-Dole.
 - Développement des capacités locales pour fournir des vivres à l'école – les groupes de production féminin établis autour des écoles à cantine sont renforcés à travers l'amélioration de leur connaissance agricole, l'accès aux marchés structurés et l'alphabétisation adulte.
 - Distribution de déparasitant – les déparasitant sont distribués deux fois par an à tous les élèves
 - Appui à la mise en œuvre du programme national d'alimentation scolaire – assistance technique, appui financier et formation sont fournis au Gouvernement dans le développement de la politique nationale de l'alimentation scolaire, amélioré leur capacité dans le suivi, la logistique et la gestion des vivres.
 - Développement des outils d'amélioration de la lecture – ces outils sont fournis aux parties prenantes (enseignants, membres de la communauté, directeurs d'écoles, Ministère) comme guide d'instruction de lecture de qualité
 - Fourniture de matériels de lecture supplémentaires – 100 000 livres appropriés en français (don venant de France et de Belgique) sont distribués aux élèves des écoles primaires.
 - Amélioration des matériels existant de lecture du Gouvernement – amélioration dans la distribution et l'utilisation des matériels de lecture du gouvernement
 - Conduite d'ateliers sur les instructions de lecture – amélioré les enseignements de lecture dans les classes de CP1 et CP2 à travers les quatre initiatives de développement professionnel
 - Construction de la capacité du Gouvernement et de la communauté pour améliorer les enseignements de lecture - en outre la mise en œuvre des interventions liées à

la lecture, des cercles de promotion de la lecture et un symposium de lecture précoce ont été organisés à cette fin

25. Toujours en appui au programme d'alimentation scolaire en Côte d'Ivoire, le PAM a mobilisé des fonds auprès de l'USDA (McGovern-Dole). Ce don soutient le programme d'alimentation scolaire dans sept (7) régions prioritaires (Poro, Bagoué, Tchologo, Bounkani, Gontougo, Bafing et Cavally).
26. Le PAM a mobilisé des fonds supplémentaires par l'intermédiaire de LDS Charities pour soutenir dix groupements de petites agricultrices dans les communautés du Nord où le financement de McGovern-Dole supporte les cantines scolaires. Grâce à ce don, le PAM a fourni un appui technique (intrants agricoles, outils, équipements et formation) aux pratiques agricoles améliorées pour améliorer la production d'aliments diversifiés et nutritifs destinés en partie aux cantines scolaires dans le cadre du programme de repas scolaires durables.

3.2. Sujet de l'évaluation

27. Dans le cadre de l'appui au programme des cantines scolaires de la Côte d'Ivoire, le PAM a mobilisé un financement de Mc Govern-Dole, du Ministère de l'Agriculture des Etats Unies d'Amérique. Ce financement permet d'appuyer le programme des cantines scolaires sur la période de Septembre 2015 à Juillet 2020 dans sept (7) des régions prioritaires (Poro, Bagoué, Tchologo, Bounkani, Gontougo, Bafing et Cavally). Au total 613 écoles primaires rurales sont couvertes avec 125 000 élèves qui bénéficient des repas scolaires. En outre, 10 000 filles élèves des classes de CM dans trois régions (Poro, Bagoué et Tchologo) bénéficient de rations sèches emportées chaque année (au total 50 000 filles durant le projet).
28. En plus de la composante d'alimentation scolaire, le financement américain soutient l'amélioration de la lecture chez les élèves. L'ONG internationale AVSI a été sélectionnée pour améliorer les compétences en lecture es élèves. En collaboration avec le Ministère de l'Education nationale, des outils d'amélioration de la lecture ont été conçus et les enseignants ont été formés aux nouvelles techniques de lecture.
29. Les principales composantes du projet sont : 1) fourniture de repas chauds aux élèves ; 2) ration à emporter ; 3) déparasitage des élèves et distribution de micro-nutriment ; 4) apprentissage de la lecture ; 5) formation des gestionnaires de cantine à l'utilisation des pratiques de santé et alimentaire ; 6) renforcement de capacité des groupements agricoles autour des écoles à cantines.
30. Le projet prévoit de fournir des repas chauds à 125 000 élèves durant 120 jours d'école par an dans 613 écoles ciblées. La ration est composée de riz (150 g/ par jour/élève) ; de légumineuse (30g/jour/élève) ; d'huile (10g/jour/élève) et de sel (5g/jour/élève). En plus de ces repas chauds, les filles des classes de CM qui ont un taux d'assiduité supérieur ou égal à 80% bénéficient d'une ration sèche à emporter de 50 kg de riz distribués chaque trimestre (3 fois par an). Ce volet cible 10 000 filles par an soit 50 000 filles sur la durée du projet.
31. Le volet sanitaire du projet consiste à fournir deux séances de déparasitage par an aux élèves des écoles ciblées et la distribution de micro-nutriments.
32. Les gestionnaires des cantines et les communautés autour des écoles bénéficient de formations qui renforceraient leur capacité à l'utilisation accrue des pratiques de santé et alimentaire et leur capacité dans le stockage et la gestion des aliments.
33. Dans l'optique de pérenniser les cantines scolaires, des groupements féminins agricoles sont mobilisés autour des cantines. Le projet apporte un appui à la fois technique et financier à ces groupements afin de renforcer leur capacité de production et améliorer ainsi leur

contribution dans l’approvisionnement des cantines scolaires. Le projet prévoit d’apporter assistance à 50 groupements par an soit 250 groupements sur la durée du projet

34. L'allocation totale de l'USDA McGovern Dole au PAM pour la mise en œuvre du programme d'alimentation scolaire et la composante de la lecture, ainsi que les activités énumérées ci-dessus, est de 35.678.500 USD sur cinq ans
35. Les autres caractéristiques du projet sont mentionnées dans l’annexe 3

4. Approche de l’évaluation

Etendue

36. L'évaluation couvrira le programme des cantines scolaires appuyé par le financement MGD, y compris toutes les activités et tous les processus liés à sa formulation, sa mise en œuvre, son financement, son suivi, son évaluation et son rapport, afin de répondre aux questions d'évaluation. La période couverte par cette évaluation à mi-parcours couvre la période allant du début de l'opérationnalisation du programme jusqu'au début de l'évaluation (Septembre 2016 à juin 2018).
37. L'évaluation couvrira les sept (7) régions où le projet est mis en œuvre. Il s'agit du Poro, Bagoué, Tchologo, Bounkani, Gontougo, Bafing et Cavally.

4.1. Critères d’évaluation et questions

38. L'évaluation appliquera les critères d'évaluation internationaux suivants : Pertinence, Efficacité, Efficience, durabilité et Impact. L'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes seront traitées à travers ces cinq critères, avec des questions d'évaluation spécifiques qui sont appropriées.
39. **Questions** En lien avec les critères, l'évaluation portera sur les questions clés suivantes qui seront développées par l'équipe d'évaluation au cours de la phase initiale. Collectivement, les questions visent à mettre en évidence les enseignements clés et les résultats de CP (Programme Pays 200960) qui pourraient éclairer les futures décisions stratégiques et opérationnelles.

Table 3 : Critères d’évaluation et questions

Critères	Questions de l’évaluation
Pertinence	<ul style="list-style-type: none"> • Dans quelle mesure la conception des interventions était-elle conforme aux besoins de la population cible - femmes, filles, garçons et hommes ? • Dans quelle mesure la conception des interventions est alignée avec les politiques, stratégies et programmes nationaux ? • La conception et la mise en œuvre du programme ont-elles été complétées par d'autres initiatives financées par des donateurs et le gouvernement ? • Le programme est-il conçu pour atteindre les bonnes personnes avec le bon type d'assistance ?
Efficacité	<ul style="list-style-type: none"> • Dans quelle mesure les interventions ont-elles répondu aux besoins des personnes assistées - femmes, filles, garçons et hommes ? • Quel est l'état d'avancement de la mise en œuvre du programme - le programme est-il sur la bonne voie pour mener à bien toutes les activités prévues ? • Quels ont été les principaux facteurs influençant la réalisation ou

	<p>non des résultats / objectifs de l'intervention ?</p> <ul style="list-style-type: none"> • Des changements sont-ils nécessaires pour améliorer l'efficacité du programme ?
Efficienc	<ul style="list-style-type: none"> • Dans quelle mesure les activités étaient-elles « rentables (coûts/efficacité) » ? • Dans quelle mesure le ciblage est efficient ? • Quels sont les facteurs externes et internes influençant l'efficience ?
Impact	<ul style="list-style-type: none"> • Quels ont été les effets à mi-parcours de l'opération sur les personnes assistées en termes de : a) améliorer les indicateurs scolaires ; b) améliorer la lecture des élèves ; c) renforcer la capacité des groupements. Quelles sont les raisons des effets observés ? • Y a-t-il des effets négatifs sur les bénéficiaires ? Quelles ont été les incidences sexo-spécifiques, en particulier en ce qui concerne la scolarisation des filles ? Quels sont les principaux moteurs des impacts positifs ? • Dans quelle mesure les résultats du programme ont-ils progressé vers des effets positifs à long terme sur les bénéficiaires ciblés (filles, garçons, hommes et femmes), les ménages, les communautés et les institutions ?
Durabilité	<ul style="list-style-type: none"> • Dans quelle mesure les résultats des activités sont-ils durables ? • Quels sont la facteurs clés qui affecte la durabilité du programme ? • Dans quelle mesure les groupements d'agricultrices contribuent t-ils à l'approvisionnement des cantines et y a-t-il des évidences que leur contribution continuera après la fin du projet ?

4.2. Données disponibles

40. Les sources d'information suivantes seront à la disposition de l'équipe d'évaluation. Les sources fournissent des informations quantitatives et qualitatives et devraient être développées par l'équipe d'évaluation au cours de la phase initiale :

- Document de projet du programme des cantines scolaires appuyé par MGD
- Rapport de l'enquête de référence du programme cantine scolaire appuyé par MGD
- Rapports de progrès du programme des cantines scolaires appuyé par MGD
- Les rapports de suivi du programme cantine scolaire appuyé par MGD
- Le cadre de résultats du programme cantine scolaire appuyé par MGD
- Matrice de suivi des indicateurs du programme cantine scolaire appuyé par MGD
- Document de projet du WFP Country Programme (CP 200960)
- Rapport de l'enquête Nationale de niveau de vie (ENV 2015)
- La stratégie Nationale de l'Alimentation scolaire en Côte d'Ivoire (2013 – 2017)
- Plan stratégique multisectoriel de nutrition (2016–2020)
- Politique de Suivi-Evaluation de l'USDA
- Politique d'évaluation du PAM et assurance qualité (DEQAS)
- Le manuel de l'USDA McGovern-Dole sur les Indicateurs de progrès et leurs définitions
- Le plan d'évaluation du projet
- Le Programme National d'Investissement Agricole (PNIA 2)

41. Concernant la qualité des données et de l'information, l'équipe d'évaluation devra :

- Evaluer la disponibilité et la fiabilité des données dans le cadre de la phase de démarrage qui élargit les informations fournies à la section 4.3. Cette évaluation servira à la collecte des données

- Evaluer la qualité du rapport de l'enquête de référence, les données et les outils de collecte utilisés pour l'évaluation de référence
- Vérifier systématiquement l'exactitude, la cohérence et la validité des données et des informations recueillies, et reconnaître les limites concernant les conclusions qui s'appuient sur ces données.

4.3. Méthodologie

42. La Méthodologie sera conçue par l'équipe d'évaluation au cours de la phase de démarrage et finalisée dans le rapport final de démarrage. La méthodologie devrait être documentée de manière robuste afin qu'elle puisse être reproduite et intégrée dans l'évaluation finale ultérieure de la subvention.
43. L'échantillonnage utilisé durant l'enquête de référence était basé sur deux groupes (bénéficiaires et groupe de comparaison) dans le but d'évaluer l'impact par comparaison des changements dans les effets directs observés dans le temps entre les bénéficiaires et le groupe de comparaison. Afin de mettre en évidence les progrès vers les résultats et les effets, l'évaluation à mi-parcours devrait recueillir des données auprès des bénéficiaires et des groupes de comparaison composés de ménages hors projet et d'écoles ayant les mêmes caractéristiques socioéconomiques et indicateurs scolaires. Le rapport de démarrage confirmera si cela est faisable et dans quelle mesure il est possible de faire des comparaisons entre le niveau de référence et entre les bénéficiaires du projet et les non-bénéficiaires.
44. L'évaluation à mi-parcours doit inclure une stratégie d'échantillonnage complète et rigoureuse pour la collecte de données quantitatives, et la stratégie d'échantillonnage doit s'appuyer sur une méthode d'échantillonnage aléatoire. Le PAM utilisera 13% comme estimateur de la prévalence de la sécurité alimentaire, en tenant compte des résultats de l'enquête de base ce qui permettra de réviser la taille de l'échantillon.
45. La méthodologie devrait :
 - Utiliser les critères d'évaluation internationaux requis, y compris ceux qui sont pertinents, efficacités, efficacité, d'impact, et de durabilité.
 - Faire preuve d'impartialité et d'absence de partialité durant tout le processus d'évaluation
 - Appliquer une matrice d'évaluation destinée à répondre aux principales questions d'évaluation en tenant compte des défis de disponibilité des données, des contraintes budgétaires et temporelles ;
 - Appliquer des méthodes mixtes en utilisant des méthodes quantitatives et qualitatives pour répondre aux questions d'évaluation ;
 - Veiller à ce que les femmes, les filles, les hommes et les garçons de différents groupes d'intervenants participent à des méthodes mixtes et que leurs différentes voix soient entendues et utilisées ;
 - Impliquer la collecte de données quantitatives sur les indicateurs de projet convenus (et sur tous les indicateurs pertinents) afin d'évaluer les progrès réalisés à ce jour et de répondre aux questions d'évaluation.
 - Impliquer la collecte de données qualitatives à travers des groupes de discussion et des entretiens avec des informateurs clés. Au minimum, cela devrait inclure le ministère de l'Éducation, les comités de gestion de la cantine et les comités de gestion des groupes mobilisés autour des cantines.
46. L'équipe d'évaluation sera responsable de la formulation d'un rapport de démarrage en français et en anglais incluant la conception appropriée de l'enquête, l'échantillonnage et la méthodologie finale en consultation avec le comité technique.
47. Des données complémentaires sur les infrastructures de base (point d'eau, la trine) seront collectées dans chaque école et communauté ciblées afin d'identifier les gaps et établir les priorités de programmation pour le projet.

48. Pour le volet apprentissage de la lecture, l'évaluation se fera à travers la méthode ASER (Annual Status of Education Report). L'équipe d'évaluation travaillera étroitement avec le partenaire AVSI qui y apportera son expertise. Cette évaluation cherche à identifier l'impact causal du programme en utilisant un modèle non expérimental de cinq ans. La façon dont le programme affecte les compétences en lecture des élèves est estimée en appliquant une conception de différence dans les différences (DID). Les changements dans les résultats de lecture sont ensuite comparés au fil du temps entre le groupe de traitement et le groupe de comparaison, en utilisant la deuxième année pour l'enquête de référence, la quatrième année pour l'enquête sur la ligne médiane et la sixième année pour l'enquête finale.
49. Les différents questionnaires et guide d'entretien seront élaborés en collaboration avec les membres du comité technique.
50. L'indépendance et l'impartialité seront assurées à travers la sélection des évaluateurs indépendants, à travers le comité d'évaluation et l'établissement d'un groupe de référence de l'évaluation.

4.4. Assurance qualité et évaluation de la qualité

51. Le Système d'évaluation de la qualité de l'évaluation décentralisée (DEQAS¹) du PAM définit les normes de qualité attendues dans le cadre de cette évaluation et établit des processus intégrant les étapes de l'assurance de la qualité, des modèles pour les produits d'évaluation et des listes de contrôle. Le DEQAS est étroitement aligné sur le système d'évaluation de la qualité du PAM et repose sur les normes et les bonnes pratiques du Groupe des évaluateurs internationaux et vise à faire en sorte que le processus d'évaluation et les produits soient conformes aux meilleures pratiques.
52. DEQAS sera systématiquement appliqué à cette évaluation. Le responsable de l'évaluation du PAM sera chargé de veiller à ce que l'évaluation progresse conformément au guide du processus DEQAS et de procéder à un contrôle rigoureux de la qualité des produits d'évaluation avant leur finalisation. Le PAM a élaboré un ensemble de listes de contrôle pour l'assurance qualité de ses évaluations décentralisées. Cela comprend des listes de contrôle pour obtenir des commentaires sur la qualité de chacun des produits d'évaluation. La liste de contrôle sera appliquée à chaque étape, afin d'assurer la qualité du processus d'évaluation et des résultats.
53. Afin d'améliorer la qualité et la crédibilité de cette évaluation, un service de soutien de qualité (QS) directement géré par le Bureau de l'évaluation du PAM au siège examinera le projet de rapport de démarrage et d'évaluation et fournira :
 - un retour systématique du point de vue de l'évaluation, de la qualité du projet de rapport de démarrage et de l'évaluation ;
 - des recommandations sur la manière d'améliorer la qualité du rapport final de démarrage.
54. Le gestionnaire d'évaluation passera en revue les commentaires et les recommandations de QS et les communiquera au chef d'équipe, qui devra les utiliser pour finaliser le rapport de démarrage / d'évaluation. Afin d'assurer la transparence et la crédibilité du processus conformément aux normes du Groupe des Nations Unies pour le développement, il convient de justifier toutes les recommandations que l'équipe n'aurait pas pris en compte lors de la phase introductive.
55. Ce processus d'assurance de la qualité tel que décrit ci-dessus n'interfère pas avec les opinions et l'indépendance de l'équipe d'évaluation, mais s'assure que le rapport fournit les preuves nécessaires de manière claire et convaincante et tire ses conclusions sur cette base.
56. L'équipe d'évaluation sera tenue d'assurer la qualité des données (validité, cohérence et exactitude) tout au long des phases d'analyse et d'établissement des rapports. L'équipe

¹<https://www.wfp.org/about/corporate-information/evaluation/methods-and-tools/deqas-decentralized-evaluation-quality-assu>

d'évaluation devrait être assurée de l'accessibilité de toute la documentation pertinente dans le cadre des dispositions de la directive sur la divulgation de l'information. Cette disposition est disponible dans la Directive du PAM (WFP's Directive (#CP2010/001) sur la divulgation de l'information.

57. Tous les rapports d'évaluation finaux seront soumis à une évaluation (post hoc) de la qualité par une entité indépendante au moyen d'un processus géré par l'OEV. La catégorie de notation globale des rapports sera rendue publique parallèlement aux rapports d'évaluation.

5. Phases et produits attendus

58. L'évaluation se déroulera en cinq phases. Le calendrier d'évaluation (ci-dessous) fournit une ventilation détaillée du calendrier proposé pour chaque phase sur la période complète. Voici un résumé des produits attendus et des échéances pour chaque phase :

Figure 1: Processus synthétique



- i. Phase de préparation (novembre 2017–juin 2018) : Le responsable de l'évaluation effectuera des recherches et des consultations de base pour encadrer l'évaluation ; Préparer le mandat ; Choisir l'équipe d'évaluation et contracter l'entreprise pour la gestion et la conduite de l'évaluation.
- ii. Phase de démarrage (juin à août 2018) : Cette phase vise à préparer l'équipe d'évaluation pour la phase d'évaluation en s'assurant qu'elle a une bonne compréhension des attentes de l'évaluation et un plan clair pour la réaliser. La phase initiale comprendra un examen documentaire des données secondaires et une interaction initiale avec les principales parties prenantes (bénéficiaires, gouvernement, donateurs et PAM).
Les produits attendus : ébauche du rapport de démarrage (incluant le détail du plan de travail) dans le format du rapport de démarrage du PAM ; outils et instruments de collecte de toutes les données et le rapport final de démarrage en français et en anglais
- iii. Phase d'évaluation sur le terrain (Septembre à Octobre 2018) : Le travail sur le terrain comprendra des visites sur le terrain des sites du projet, la collecte de données primaires et secondaires auprès des parties prenantes locales. Une séance de débriefing aura lieu après l'achèvement du travail sur le terrain.
Produits attendus : aide-mémoire ; présentation en diapositif sur le débriefing en français et en anglais
- iv. Phase de rapport (novembre à décembre 2018) : L'équipe d'évaluation analysera les données recueillies au cours de l'examen documentaire et du travail sur le terrain, effectuera des consultations supplémentaires avec les intervenants, au besoin, et rédigera le rapport d'évaluation. Il sera soumis au gestionnaire d'évaluation pour l'assurance de la qualité. Les parties prenantes seront invitées à fournir des commentaires qui seront consignés dans une matrice par le gestionnaire de l'évaluation et communiqués à l'équipe d'évaluation pour examen avant la finalisation du rapport d'évaluation. Le rapport final d'évaluation sera produit en français et en anglais.
Produits attendus : ébauche du rapport d'évaluation et rapport final d'évaluation en français et en anglais dans le format du PAM
- v. Phase de dissémination et de suivi (janvier à février 2019) : le rapport d'évaluation approuvé par la Représentante et par l'USD sera disséminé partout et à travers divers moyens. Le rapport sera diffusé par email, en copie dure, sur les sites web des parties prenantes et à travers un atelier de dissémination. La mise en œuvre des

recommandations issues de l'évaluation doit faire l'objet de suivi. Le gestionnaire de l'évaluation sera responsable du suivi de la mise en œuvre de toutes les recommandations.

Le résumé des produits attendus de l'équipe d'évaluation :

- Rapport de démarrage
- Plan de Qualité d'assurance
- Outils de collecte de données
- Données et base de données
- Ebauche du rapport d'évaluation à mi-parcours
- Rapport final d'évaluation à mi-parcours
- Table des matières suggérée pour le rapport (résumé, méthodologie, constatations, conclusions, recommandations, annexe sur les indicateurs de performance, etc.)
- Présentation des résultats de l'évaluation

6. Organisation de l'Evaluation

6.1. Conduite de l'Evaluation

59. L'équipe d'évaluation effectuera l'évaluation sous la direction de son chef d'équipe et en étroite communication avec le gestionnaire d'évaluation du PAM. L'équipe sera engagée après accord avec le PAM sur sa composition et conformément au calendrier d'évaluation de l'annexe 2.
60. L'équipe d'évaluation n'aura pas participé à la conception ou à la mise en œuvre du sujet d'évaluation ni à d'autres conflits d'intérêts. Elle doit garantir la confidentialité, les droits et bien-être des sujets humains et le respect des valeurs de la communauté bénéficiaire. De plus, elle agira de manière impartiale et respectera le guide d'éthique de UNEG « [code of conduct of the evaluation profession.](#) »

6.2. Composition de l'Equipe et compétences

61. L'équipe d'évaluation devrait compter deux ou trois membres, dont le chef d'équipe, et inclure des femmes et des hommes de cultures mixtes et un ressortissant ivoirien. Dans la mesure du possible, l'évaluation sera menée par une équipe équilibrée sur le plan géographique et culturel, possédant les compétences nécessaires pour évaluer les dimensions sexo-spécifiques du sujet, comme spécifié dans les sections déjà abordées, d'approche et de méthodologie des TDR. Au moins un membre de l'équipe devrait avoir l'expérience de travail avec le PAM.
62. L'équipe sera multidisciplinaire et comprendra des membres qui, ensemble, disposeront d'un savoir-faire approprié et de connaissances pratiques dans les domaines suivants :
- Alimentation scolaire
 - Technique de la lecture
 - Résilience et programmation des moyens d'existence
 - Sécurité alimentaire et nutrition
 - Bonne connaissance des questions de genre et de protection
 - Approches statistiques et évaluation quasi-expérimentale
 - Bonne compréhension du contexte socio-culturel et économique de la Côte d'Ivoire
 - Les membres de l'équipe doivent avoir une solide capacité d'analyse et de communication et une expérience d'évaluation
 - Les exigences en matière de langue orale et écrite comprennent la maîtrise complète du français et de l'anglais car tous les produits de cette évaluation seront produits en Français et en Anglais.

63. Le chef d'équipe aura une expertise technique d'évaluation dans l'un des domaines techniques énumérés ci-dessus, ainsi qu'une expertise dans la conception de méthodologie et d'outils de collecte de données et une expérience démontrée dans la conduite d'évaluations similaires. Il / elle aura également des compétences en leadership, en communication, y compris des antécédents d'excellentes compétences en rédaction et en présentation en français. Le chef d'équipe d'évaluation devrait avoir une expertise en conception et mise en œuvre des approches d'évaluation quasi-expérimentale.
64. Ses principales responsabilités seront : i) définir l'approche et la méthodologie de l'évaluation ; ii) diriger et gérer l'équipe ; iii) diriger la mission d'évaluation et représenter l'équipe d'évaluation ; iv) rédiger et réviser, le cas échéant, le rapport de démarrage, la présentation de la fin du travail sur le terrain (c'est-à-dire la sortie) et le rapport d'évaluation conformément au DEQAS.
65. Les membres de l'équipe réuniront une combinaison complémentaire d'expertises techniques requises et auront des antécédents de travail écrit sur des tâches similaires. Les membres de l'équipe : i) contribueront à la méthodologie dans leur domaine d'expertise sur la base d'un examen documentaire ; ii) effectueront des travaux sur le terrain ; iii) participeront aux réunions d'équipe et aux réunions avec les parties prenantes ; iv) contribueront à la rédaction et à la révision des produits d'évaluation dans leur (s) domaine (s)
66. L'équipe d'évaluation externe sera en mesure de tirer ses propres conclusions sans pression organisationnelle ou politique

7. Considérations sécuritaires

67. En tant que « fournisseur indépendant » de services d'évaluation pour le PAM, la société d'évaluation est chargée d'assurer la sécurité de toutes les personnes contractées, y compris les dispositions adéquates en matière d'évacuation pour des raisons médicales ou situationnelles. Les consultants engagés par la société d'évaluation ne relèvent pas du système des Nations Unies pour la sûreté et la sécurité (UNDSS) pour le personnel de l'ONU.
68. Les consultants embauchés de manière indépendante sont couverts par le système des Nations Unies pour la sûreté et la sécurité (UNDSS) pour le personnel de l'ONU qui comprend le personnel du PAM et les consultants directement contractés par le PAM. Les consultants indépendants doivent obtenir l'autorisation de sécurité de UNDSS pour voyager à partir du lieu d'affectation désigné et remplir à l'avance les cours de base et de sécurité avancée de l'ONU sur le terrain, Imprimer leurs certificats et les prendre avec eux.²
69. Toutefois, pour éviter tout incident de sécurité, le gestionnaire de l'évaluation doit s'assurer que :
- Le Bureau de Pays du PAM enregistre les membres de l'équipe avec l'agent de sécurité à leur arrivée dans le pays et organise un briefing de sécurité pour qu'ils comprennent la situation sécuritaire sur le terrain.
 - Les membres de l'équipe respectent les règles et règlements de sécurité applicables de l'ONU

8. Rôles et Responsabilités des Parties Prenantes

70. Le Bureau de Pays (BP) en Côte d'Ivoire :

- a- La Direction du BP de Côte d'Ivoire (Directeur ou Officier Responsable) prendra la responsabilité de :

²Cours sur le terrain: de base <https://dss.un.org/bsitf/>; Avancée <http://dss.un.org/asitf>

- Attribuer un gestionnaire d'évaluation pour l'évaluation
- Composer le comité d'évaluation interne et le groupe de référence de l'évaluation
- Approuver les rapports finaux de TDR, de démarrage et d'évaluation avant la soumission à l'USDA.
- Assurer l'indépendance et l'impartialité de l'évaluation à toutes les étapes, y compris l'établissement d'un comité d'évaluation et d'un groupe de référence (voir ci-dessous - l'indépendance et l'impartialité).
- Participer aux discussions avec l'équipe d'évaluation sur la conception de l'évaluation et le sujet d'évaluation, son rendement et ses résultats avec le responsable de l'évaluation et l'équipe d'évaluation.
- Organiser et participer à deux débriefings distincts, l'un interne et l'autre externe.
- Superviser les processus de diffusion et de suivi, y compris la préparation d'une réponse de la direction aux recommandations de l'évaluation.

b- Le Manager de l'Evaluation :

- Gérer le processus d'évaluation à toutes les étapes, y compris la rédaction des TDR
- Veiller à ce que les mécanismes d'assurance qualité soient opérationnels
- Consolider et partager les commentaires sur les projets de TDR, les rapports de démarrage et d'évaluation avec l'équipe d'évaluation
- Assurer l'utilisation prévue des mécanismes d'assurance de la qualité (listes de contrôle)
- S'assurer que l'équipe a accès à tous les documents et informations nécessaires à l'évaluation ; Faciliter les contacts de l'équipe avec les parties prenantes locales ; Organiser des réunions, des visites sur le terrain ; Fournir un soutien logistique pendant le travail sur le terrain ; Et organiser l'interprétation, si nécessaire.
- Organiser des séances d'information de sécurité pour l'équipe et fournir les documents requis
- Présider les réunions du Groupe de référence externe

c- Un Comité interne d'Evaluation est présidée par la Représentante. Il a été créé dans le but d'assurer l'indépendance et l'impartialité de l'évaluation. Les membres comprennent le gestionnaire de l'évaluation, l'unité technique chargée de l'opération dans toutes ses composantes, le chef du sous-bureau responsable de la mise en œuvre, un personnel de chacune des unités de financement et de chaîne d'approvisionnement. Les principaux rôles et responsabilités de cette équipe comprennent la contribution au processus d'évaluation et les commentaires sur les produits d'évaluation.

71. Un groupe d'évaluation de référence sera constitué de tous les membres du comité technique et de quelques staffs du Bureau régional du PAM. Ce groupe passera en revue les produits d'évaluation comme une garantie supplémentaire contre les préjugés et l'influence.

72. Le comité de pilotage du projet McGovern-Dole : ce comité a été mis en place pour superviser la mise en œuvre du projet. Ce comité valide tous les produits de l'évaluation.

73. Le comité technique du Projet McGovern-Dole : ce comité est composé de techniciens issus de toutes les parties prenantes du projet ; ils fournissent un appui technique à la mise en œuvre du projet. Les membres de ce comité feront partie du groupe de référence et ils passeront en revue tous les produits issus de l'évaluation. et prendre les décisions de gestion clés au cours de l'évaluation dans le cadre du groupe de référence de l'évaluation (en respectant l'indépendance de l'évaluation)

74. Le Bureau Regional : La direction du RB sera responsable de:

- Affecter un point focal pour l'évaluation. L'agent régional d'évaluation sera le point focal de cette évaluation.
- Participer aux discussions avec l'équipe d'évaluation sur la conception de l'évaluation et sur le sujet d'évaluation, le cas échéant.
- Fournir des commentaires sur les projets de TDR, les rapports de démarrage et d'évaluation.

- Appuyer la réponse de la direction à l'évaluation et suivre la mise en œuvre des recommandations.
- 75. **Les divisions du PAM au Siège** seront chargées de Discuter des stratégies, politiques ou systèmes du PAM dans leur domaine de responsabilité et sujet d'évaluation et de commenter le TDR de l'évaluation et le projet de rapport.
- 76. **D'autres parties prenantes (gouvernement, ONG et organismes des Nations Unies)** seront identifiées pour des entrevues par l'équipe d'évaluation en plus de la liste fournie par le PAM qui sera basée sur l'analyse préliminaire des parties prenantes du tableau1
- 77. **Les divisions compétentes du Siège du PAM** auront la responsabilité de discuter des stratégies, politiques ou systèmes du PAM dans leur domaine de responsabilité et sujet d'évaluation et de commenter le TDR de l'évaluation et le projet de rapport.
- 78. **Le Bureau de l'évaluation (OEV).** L'OEV conseillera le gestionnaire de l'évaluation et apportera son soutien au processus d'évaluation, le cas échéant. Il est chargé de donner accès à des mécanismes indépendants de soutien de la qualité en examinant les projets de rapport de démarrage et d'évaluation du point de vue de l'évaluation. Il assure également une fonction d'assistance sur demande auprès des Bureaux régionaux.
- 79. Le rôle de l'USDA est de financer l'évaluation, de fournir des commentaires sur tous les livrables (TDR, rapport de démarrage et rapport d'évaluation), d'être consulté en tant qu'informateur clé et interviewé par l'évaluateur externe avant le travail sur le terrain, et d'examiner et d'approuver le rapport d'évaluation.

9. Communication et budget

9.1 Communication

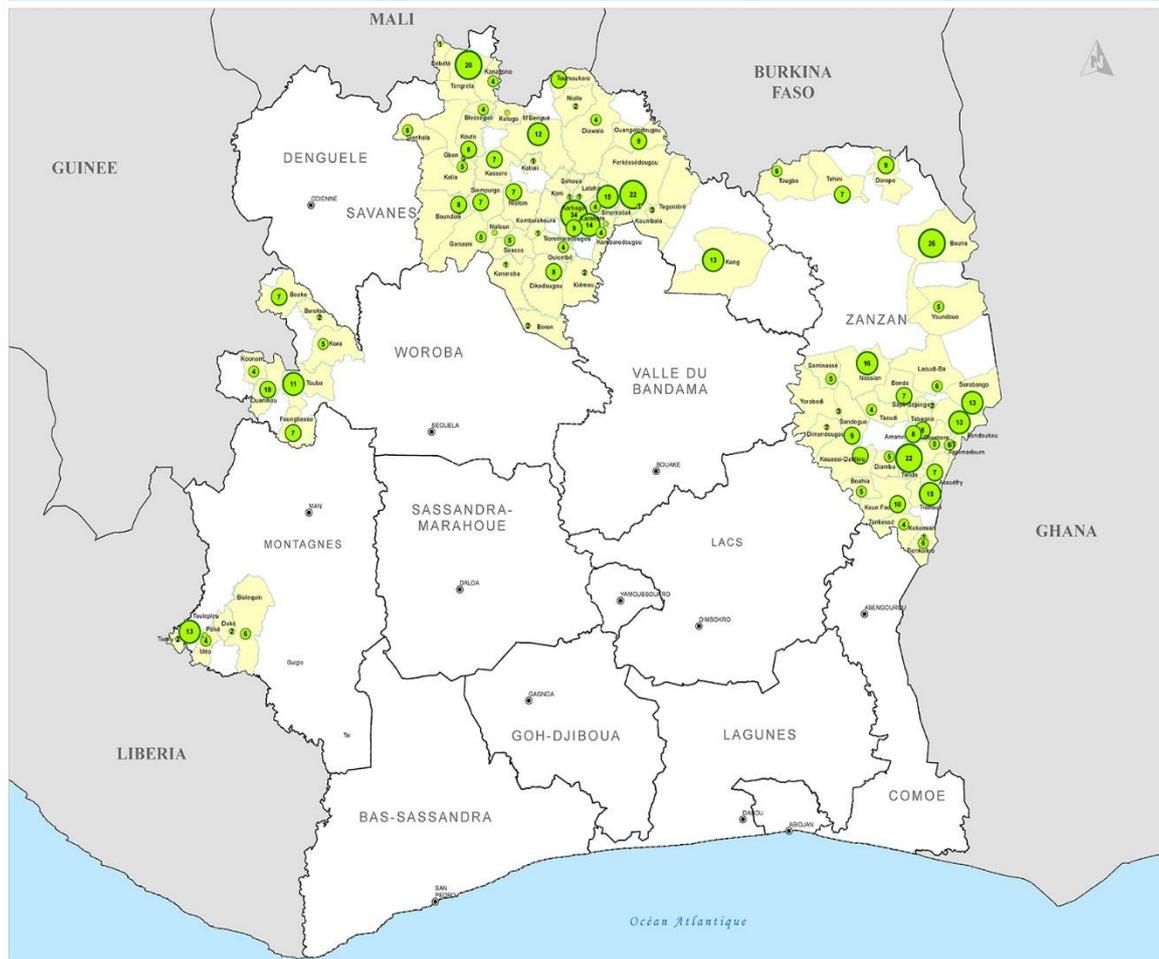
- 80. Afin d'assurer un processus efficace et sans heurts et d'améliorer l'apprentissage tiré de cette évaluation, un plan de communication a été élaboré (voir annexe 6). L'équipe d'évaluation devra mettre l'accent sur une communication transparente et ouverte avec les principales parties prenantes. La communication avec l'équipe d'évaluation et les parties prenantes devrait passer par le gestionnaire de l'évaluation. Il est attendu notamment que des comptes-rendus soient produits systématiquement par les évaluateurs, reprenant les éléments essentiels (problèmes identifiés, recommandations et leçons apprises) issus des rencontres avec les parties prenantes. Ces comptes-rendus seront systématiquement transmis aux parties prenantes concernées.
- 81. Dans le cadre des normes internationales d'évaluation, le PAM exige que toutes les évaluations soient rendues publiques. Après l'approbation du rapport d'évaluation final, la diffusion sera large et des ateliers seront organisés en interne et avec les partenaires, en examinant les recommandations et la voie à suivre. Le rapport d'évaluation final doit être fourni en français et en anglais.

9.2 Budget

- 69. Le financement de McGovern-Dole prévoit un budget pour financer les différentes évaluations du programme dont l'évaluation à mi-parcours. Cependant, pendant la soumission des candidatures, les structures vont proposer un budget qui doit être :
 - Composé des différentes lignes budgétaires liées aux activités
 - Inclure les voyages internationaux mais ne doit pas inclure les transports locaux
 - Ne doit pas inclure de dispositions spéciales relatives à la communication

Annexe 1 Cartographie du programme des cantines scolaires MGD

PAM COTE D'IVOIRE - Localisation des cantines scolaires MGD par Sous-Préfecture



Limite d'Etat
 Limite du District
 Sous-Préfecture
 Chef-lieu de District

Cantines MGD
Nombre de Cantines par Sous-Préfecture
 1 - 3
 3 - 6
 6 - 10
 10 - 16
 16 - 34

Cette carte a été réalisée selon le découpage administratif de la Côte d'Ivoire à partir des Décrets n° 2012-10 et n° 2013-011 du 04 juillet 2012

Produit par :

Map Doc Name: CIV0229 THEM Localisation Cantines Scolaires MGD
GLIDE Number: CIV-2015-00255-CIV
Creation Date: 18 Août 2015
Projection/Date: UTM 30N/WGS 84
Map: Nominal Scale at A3 paper size: 1:349 644

 0
 50
 100
 150 kms

Sources: Données spatiales: CNIG et OCHA-CI
 Données Démographiques: INSD

Avertissements: Les données simplifiées et la présentation des données sur cette carte n'impliquent pas l'acceptation d'une opinion quelconque de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.



Annexe 2 Calendrier d'évaluation

	Phases, Activités et livrables	Dates clés
Phase 1: Préparation		Nov 2017 - Mai 2018
	Elaboration du draft des TDR de l'évaluation	10 Novembre 2017
	Circulation des TDR avec les parties prenantes pour revue	
	Assurance qualité des TDR	
	Désignation d'un gestionnaire d'évaluation (GE)	
	TDR Finaux	20 Avril 2018
	Identification et recrutement de l'équipe d'évaluation	Avril – Mai 2018
Phase 2: Démarrage		Juin – Aout 2018
	Briefing de l'équipe d'évaluation	
	Revue documentaire	
	Elaboration du draft du rapport de démarrage incluant la méthodologie	
	Soumission de la première ébauche du rapport de démarrage au GE	29 Juin 2018
	Assurance qualité par le gestionnaire d'évaluation et le service externe de soutien de qualité indépendant	
	Consolidation des commentaires sur le rapport, par le GE	
	Révision du rapport de démarrage par l'équipe d'évaluation	
	Soumission de la deuxième ébauche du rapport de démarrage au GE	20 Juillet 2018
	Partage du rapport de démarrage à toutes les parties prenantes (Groupe de référence de l'évaluation)	
	Consolidation des commentaires sur le rapport, par le GE	
	Révision du rapport de démarrage par l'équipe d'évaluation	
	Soumission du rapport de démarrage révisé au GE	10 Aout 2018
	Approbation du rapport final de démarrage par le comité d'évaluation	
Phase 3: Collecte et analyse de données		Septembre – Octobre 2018
	Organisation de la mission d'évaluation : Finalisation de la planification des visites de terrain	
	Collecte de données sur le terrain	Du 24 Septembre au 20 octobre 2018
	Debriefing	
	Aide-mémoire/présentation PowerPoint des premiers résultats	
Phase 4: Rapportage		Novembre – Décembre 2018–
	Elaboration de la première ébauche du rapport d'évaluation	
	Soumission de la première ébauche du rapport d'évaluation au GE	12 Novembre 2018
	Assurance qualité par le gestionnaire d'évaluation et le service externe de soutien de qualité indépendant	
	Révision de la première ébauche du rapport d'évaluation par l'équipe d'évaluation	
	Soumission de la deuxième ébauche du rapport	23 Novembre 2018

d'évaluation au GE	
Partage du rapport d'évaluation à toutes les parties prenantes (groupe de référence de l'évaluation)	
Consolidation des commentaires, par le GE	
Révision de la deuxième ébauche du rapport d'évaluation, par l'équipe d'évaluation	
Soumission du rapport final d'évaluation au Gestionnaire de l'Evaluation	14 Décembre 2018
Approbation du rapport final d'évaluation par le comité d'évaluation incluant l'USDA	19 Décembre 2018
Soumission du rapport final à l'USDA pour approbation	19 Décembre 2018
Phase 5: Dissémination et suivi	Janvier - Février 2019
Diffusion du rapport final à toutes les parties prenantes	
Organisation d'atelier de restitution à Abidjan	
Organisation d'atelier de restitution au niveau décentralisé	
Publication du rapport sur le site web du PAM	

Annexe 3 : Caractéristiques clés de l'opération

OPERATION	
Approbation	Le programme des cantines scolaires appuyé par le financement MGD a été approuvé par le Directeur exécutif en Décembre 2015
Durée	2016 à 2020
Bénéficiaires planifiés	<u>Plan :</u> Rationnaires : 125 000 Rations à emporter : 10 000 filles de CM par an Formation des COGES : 613 comités Appui agricole et alphabétisation : 50 groupements par an
Besoins alimentaires planifiés	<u>Plan :</u> 24 600 mt
Ressources budgétaires planifiées	<u>Plan :</u> US\$ 35 000 000
PARTENAIRES	
Gouvernement	Ministère de l'Education Nationale <ul style="list-style-type: none"> - Direction des Cantines Scolaires - Direction de la Pédagogie et de la Formation Continue - Direction de l'Alphabétisation et de l'Education Non Formelle - Direction d'Animation de Promotion et de Suivi des COGES - Direction des Stratégies, de la Planification et des Statistiques
Nations-Unies	UNICEF
ONG	AVSI
RÉSULTATS PRÉVUS (selon le descriptif du projet)	

Programme	Bénéficiaires directs	Bénéficiaires indirects	Zones géographiques	Nombre d'écoles
Repas scolaires	61 250 filles 63 750 garçons	613 communautés	Poro, Bagoué, Tchologo, Bounkani, Gontougo, Bafing, Cavally	613
Rations à emporter	50 000 filles	250 000 personnes dans les ménages	Poro, Bagoué, Tchologo	280
Renforcement de capacité des groupements autour des cantines	250 groupements			
Déparasitage	150000 élèves	0	Poro, Bagoué, Tchologo, Bounkani, Gontougo, Bafing, Cavally	613
Fournir des outils et équipements de préparation des aliments et de stockage	500 écoles	150000 élèves par an		
Former le personnel de gestion de la cantine	4000 personnes par an			
Former les comités de gestion de l'école	12500 membres des COGES			
Développer les capacités locales à fournir des vivres aux écoles	200 groupements	10000 femmes		
Développement d'outils pour améliorer la lecture	125 000 élèves 920 enseignants		Poro, Bagoué, Tchologo, Bounkani, Gontougo, Bafing, Cavally	613
Distribution de matériel de lecture	125 000 élèves	920 enseignants	Poro, Bagoué, Tchologo,	

			Boukani, Gontougo, Bafing, Cavally	613
Formation en -Technique de lecture -Hygiène et santé -Nutrition	920 enseignants	613 communautés	Poro, Bagoué, Tchologo, Boukani, Gontougo, Bafing, Cavally	613

Annexe 4 Responsabilités thématique du BP pour l'évaluation

	Focal Point	Alternate
Overall Coordination	Moyabi SYLLA (Programme officer M&E/VAM) <moyabi.sylla@wfp.org>	
General Technical support	Alti BEMA (Head of Programme) <Alti.bema@wfp.org>	N/A
Logistics	AbdoulayeTidiane DIALLO (Head of logistic) <abdoulayetidiane.diallo@wfp.org>	
Finance	Anna ESHUN (Head of Finance) <anna.eshun@wfp.org>	Jean-Michel LOUKOU <jean-michel.loukou@wfp.org>
Partners	Aminatou BABAEDJOU (Programme Assistant FLA) <aminatou.babaedjou@wfp.org>	Bidio KOUASSI <bidio.kouassi@wfp.org>
PMP/Ressource Management	Anna ESHUN <anna.eshun@wfp.org>	
Education	Bidio KOUASSI (Programme officer School feeding) <bidio.kouassi@wfp.org>	Monique Koffi monique.koffi@wfp.org
Nutrition	Anne Marie NDA KOUASSI (Programme Assistant Nutrition) <annemarie.ndakouassi@wfp.org>	
Resilience	Abdoulaye Bah (programme officer Resilience) Abdoulaye.bah@wfp.org	
Monitoring/ Evaluation	Wilfried AFFELI (Programme Assistant M&E/VAM) <wilfried.affeli@wfp.org>	

Annexe 5 Cadre des résultats du projet MGD

RESULTATS	INDICATEUR	Niveau de référence (baseline)	Cible
MGD SO1 : L'apprentissage de la lecture des enfants d'âge scolaire est amélioré	Proportion des élèves qui, à la fin de deux années d'études primaires, démontrent qu'ils peuvent lire et comprendre le sens du texte de niveau scolaire (garçons).	CP1= 5% CP2=16% CE1=25% CE2=11% CM1=8% CM2=8%	
	Proportion des élèves qui, à la fin de deux années d'études primaires, démontrent qu'ils peuvent lire et comprendre le sens du texte de niveau scolaire (filles).	CP1= 4% CP2=13% CE1=19% CE2=11% CM1=6% CM2=7%	
	Nombre de personnes bénéficiant directement des interventions financées par USDA (nouveau).	0	
	Nombre de personnes bénéficiant directement des interventions financées par USDA (anciens).	0	
	Nombre de personnes bénéficiant directement des interventions financées par USDA (Hommes).	0	
	Nombre de personnes bénéficiant directement des interventions financées par USDA (Femmes).	0	
	Nombre de personnes bénéficiant indirectement des interventions financées par USDA	0	
MGD 1.1 La qualité de l'apprentissage de l'alphabétisation est améliorée	Nombre d'enseignants dans les écoles cibles qui démontrent l'utilisation des nouvelles techniques ou des outils pédagogiques de qualité à la suite de l'aide de l'USDA	0	
MGD 1.1.1 L'assiduité des enseignants est plus accrue	Proportion d'enseignants dans les écoles cibles qui fréquentent et enseignent à l'école régulièrement (au moins 90% des jours scolaires) par année scolaire.	94,2%	
MGD 1.1.2 L'accès aux fournitures et matériaux scolaires est amélioré	Nombre de manuels scolaires et autres matériels d'enseignement et d'apprentissage fournis grâce à l'aide de l'USDA	0	

MGD 1.1.3 L'accès au matériel d'apprentissage de la lecture est amélioré	Nombre d'écoles cibles dans lesquelles les élèves disposent de matériel de lecture supplémentaires grâce à l'aide du USDA	0	
MGD 1.1.4 Les compétences et connaissances des enseignants sont accrues	Nombre d'enseignants / éducateurs / aides-enseignants dans les écoles ciblées qui démontrent l'utilisation de nouvelles et bonnes techniques ou outils pédagogiques (par type, selon le sexe)	0	
	Nombre d'enseignants / éducateurs / aides-enseignants formés ou certifiés à la suite de l'aide de l'USDA (par type, selon le sexe)	0	
MGD 1.1.5 Les compétences et connaissances des responsables d'écoles sont accrues	Nombre de responsables d'écoles ciblées qui démontrent de nouvelles et bonnes techniques ou outils pédagogiques (par type, selon le sexe)	0	
	Nombre de responsables d'écoles formés ou certifiés à la suite de l'aide de l'USDA (selon le sexe)	0	
MGD 1.2 La concentration des élèves est améliorée	Proportion d'élèves identifiées comme attentifs dans les classes par leurs enseignants (par sexe, par classe).	Fille = 78% Garçon = 78%	
MGD 1.2.1 La faim à court terme est réduite	Nombre de repas scolaires quotidiens (petit déjeuner, collation, déjeuner) offerts aux enfants d'âge scolaire à la suite de l'aide de l'USDA	0	
	Proportion d'élèves dans les écoles ciblées qui ont consommé un repas régulièrement avant ou pendant la journée d'école (par sexe)	0	
MGD 1.2.1.1 / 1.3.1.1 L'accès à l'alimentation scolaire est accru	Nombre de rations à emporter fournies à la suite de l'assistance de USDA	0	
	Nombre de filles ayant reçu les rations à emporter à la suite de l'assistance de USDA	0	
	Nombre de filles ayant reçu les rations à emporter à la suite de l'assistance de USDA (nouveau)	0	
	Nombre de filles ayant reçu les rations à emporter à la suite de l'assistance de USDA (continue)	0	

Nombre d'enfants d'âge scolaire recevant des repas scolaires journalier (petit déjeuner, collation, déjeuner) à la suite de l'assistance de l'USDA (fille)	0	
Nombre d'enfants d'âge scolaire recevant des repas scolaires journalier (petit déjeuner, collation, déjeuner) à la suite de l'assistance de l'USDA (garçon)	0	
Nombre d'enfants d'âge scolaire recevant des repas scolaires journalier (petit déjeuner, collation, déjeuner) à la suite de l'assistance de l'USDA (Nouveau)	0	
Nombre d'enfants d'âge scolaire recevant des repas scolaires journalier (petit déjeuner, collation, déjeuner) à la suite de l'assistance de l'USDA (Continue)	0	
Nombre de repas scolaires journaliers (petit déjeuner, collation, déjeuner) fournis aux enfants d'âge scolaire à la suite de l'assistance de l'USDA	0	
Proportion de ménages ayant une consommation alimentaire acceptable selon le sexe du chef de ménage	Femme = 96,2% Homme = 96,3%	
Indice de stratégies de survies (moyenne) selon le sexe du chef de ménage	Femme = 4,1 Homme = 2,9	
Score de diversité alimentaire selon le sexe du chef de ménage	Femme = 5,8 Homme = 6	
Nombre de bénéficiaires de filets sociaux qui participent aux filets de sécurité productifs à la suite de l'assistance de l'USDA (continue)	0	
Nombre de bénéficiaires de filets sociaux qui participent aux filets de sécurité productifs à la suite de l'assistance de l'USDA (nouveau)	0	
Nombre de bénéficiaires de filets sociaux qui participent aux filets de sécurité productifs à la suite de l'assistance de l'USDA (Homme)	0	
Nombre de bénéficiaires de filets sociaux qui participent aux filets de sécurité productifs à la suite de l'assistance de l'USDA (Fille)	0	

MGD 1.3 L'assiduité des élèves est améliorée	Proportion d'élèves régulièrement (80%) assidus dans les classes / écoles appuyées par USDA (Garçons)	98%	
	Proportion d'élèves régulièrement (80%) assidus dans les classes / écoles appuyées par USDA (Filles)	98,3%	
MGD 1.3.1 Les motivations économiques et culturelles sont accrues (ou découragements en baisse)	Nombre de filles ayant reçu les rations à emporter à la suite de l'assistance de USDA (nouveau)	0	
	Nombre de filles ayant reçu les rations à emporter à la suite de l'assistance de USDA (continue)	0	
MGD 1.3.2 Les absences liées aux maladies sont en réduction	Proportion d'élèves qui manquent plus de 10 jours d'école par an pour cause de maladie. (Garçon)	2%	
	Proportion d'élèves qui manquent plus de 10 jours d'école par an pour cause de maladie. (Fille)	1,7%	
MGD 1.3.4 L'admissions des élèves est accrue	Nombre d'élèves inscrits dans les écoles bénéficiant de l'assistance de l'USDA (garçon)	0	
	Nombre d'élèves inscrits dans les écoles bénéficiant de l'assistance de l'USDA (fille)	0	
	Gender Ratio, primaire	0,85	
MGD 1.3.5 La connaissance de la communauté sur les bénéfices de l'éducation est améliorée	Nombre de membres des comités de gestion et des membres des groupements de production féminin sensibilisés sur l'importance de l'éducation	0	
MGD 1.4.3 L'appui du gouvernement est accru	Valeur des investissements publics et privés à effet de levier en raison de l'aide de l'USDA (gouvernement hôte)	0	
	Taux d'accroissement annuel du budget alloué par le Gouvernement à la Direction nationale des cantines scolaires	0	

	Nombre de politiques dans les secteurs de la santé et de la nutrition des enfants, des règlements et des procédures administratives, selon leur niveau de développement, en raison de l'aide de l'USDA (par étape)	0	
	Nombre de politiques dans le secteur de l'éducation, des règlements et des procédures administratives, selon leur niveau de développement, en raison de l'aide de l'USDA (par étape)	0	
MGD 1.4.4 L'engagement des organisations locales et des groupes communautaires est accru	Nombre d'associations parents-enseignants ou des structures de gouvernance similaires "scolaires" soutenu à la suite de l'aide de l'USDA	0	
	Nombre de partenariats public-privé mis en place à la suite de l'aide de l'USDA (nutrition)	0	
	Nombre de partenariats public-privé mis en place à la suite de l'aide de l'USDA (education)	0	
	Nombre de partenariats public-privé mis en place à la suite de l'aide de l'USDA (santé)	0	
	Nombre de partenariats public-privé mis en place à la suite de l'aide de l'USDA (multi sectoriel)	0	
	Nombre de partenariats public-privé mis en place à la suite de l'aide de l'USDA (autre)	0	
MGD SO2 L'utilisation des pratiques sanitaires et alimentaires est accrue	Proportion des enfants en âge scolaire recevant un régime minimum acceptable (Garçon).	47%	
	Proportion des enfants en âge scolaire recevant un régime minimum acceptable (Fille).	47%	
MGD 2.1 La connaissance des pratiques sanitaires et hygiéniques est améliorée	Proportion des membres du Comité de gestion de l'école et le personnel de gestion de la cantine qui peut identifier au moins trois pratiques de santé et d'hygiène. (Homme)	89,6%	
	Proportion des membres du Comité de gestion de l'école et le personnel de gestion de la cantine qui peut identifier au moins trois pratiques de santé et d'hygiène. (Femme)	89,6%	

<p>MGD 2.2 La connaissance des pratiques de préparation sûre des aliments et des pratiques de stockage est accrue</p>	<p>Proportion des membres du Comité de gestion de l'école et le personnel de gestion de la cantine qui peuvent identifier au moins trois pratiques de préparation et de stockage des aliments sûrs.</p>	<p>74,1% bonne pratique de stockage des aliments 72% bonne connaissance des pratiques de préparation sûre des aliments</p>	
<p>MGD 2.3 La connaissance en nutrition est accrue</p>	<p>Nombre de personnes ayant bénéficié de formations en santé et en nutrition des enfants à la suite de l'aide de l'USDA (Homme)</p>	<p>0</p>	
	<p>Nombre de personnes ayant bénéficié de formations en santé et en nutrition des enfants à la suite de l'aide de l'USDA (Femme)</p>	<p>0</p>	
<p>MGD 2.5 L'accès aux interventions préventives de santé est accru</p>	<p>Nombre d'élèves ayant bénéficié de déparasitage</p>		
	<p>Nombre d'élèves ayant bénéficié de déparasitage (Garçons)</p>		
	<p>Nombre d'élèves ayant bénéficié de déparasitage (Filles)</p>		
	<p>Proportion d'écoles utilisant une source d'eau améliorée</p>	<p>48% dispose d'un point d'eau 93% ont une source d'eau améliorée</p>	
	<p>Proportion d'écoles ayant des installations sanitaires améliorées</p>	<p>53%</p>	
<p>MGD 2.6 L'accès aux outils et équipements requis de préparation des aliments et de stockage est amélioré</p>	<p>Nombre d'écoles ciblées ayant accès à une meilleure préparation des aliments et de l'équipement de stockage.</p>		
<p>MGD 1.4.1 /2.7.1 Les capacités des institutions gouvernementales sont améliorées</p>	<p>Nombre de personnel du gouvernement qui sont formés en gestion de vivres et en suivi et évaluation</p>	<p>0</p>	
<p>MGD 1.4.2 /2.7.2 Les politiques et les cadres de régulation sont améliorés</p>	<p>Nombre de politiques dans les secteurs de la santé et de la nutrition des enfants, des règlements et des procédures administratives, selon leur niveau de développement, en raison de l'aide de l'USDA (par étape 1)</p>	<p>0</p>	

	Nombre de politiques dans les secteurs de la santé et de la nutrition des enfants, des règlements et des procédures administratives, selon leur niveau de développement, en raison de l'aide de l'USDA (par étape 2)	0	
	Nombre de politiques dans les secteurs de la santé et de la nutrition des enfants, des règlements et des procédures administratives, selon leur niveau de développement, en raison de l'aide de l'USDA (par étape 5)	0	
MGD 1.4.3 L'appui du gouvernement est accru	Valeur des investissements publics et privés à effet de levier en raison de l'aide de l'USDA (gouvernement hôte)	0	
	Taux d'accroissement annuel du budget alloué par le Gouvernement à la Direction nationale des cantines scolaires	0	
MGD 1.4.4 L'engagement des organisations locales et des groupes communautaires est accru	Nombre d'associations parents-enseignants ou des structures de gouvernance similaires "scolaires" soutenu à la suite de l'aide de l'USDA	0	
	Nombre de partenariats public-privé mis en place à la suite de l'aide de l'USDA (Groupements de production féminin)	0	

Annexe 6 Plan de Communication et d'Apprentissage

Quand	Quoi	À qui— Organisation ou individus cible/ position (par exemple ONG partenaire, responsable du ministère du gouvernement, représentant des donateurs)	Quel niveau	De qui	Comment	Pourquoi
<i>Phase d'évaluation ainsi que Jan / 2018</i>	<i>Moyens de communication produits (par exemple TDR, rapport initial, rapport final, etc.)</i>		<i>Niveau organisationnel de la communication (par exemple, domaine stratégique, opérationnel, etc.)</i>	<i>Le personnel dirigeant du bureau de mise en service avec le nom / poste (par exemple Directeur Pays, Responsable de l'évaluation)</i>	<i>Les moyens de communication (Par exemple, réunion, interaction, etc.)</i>	<i>Objet de la communication (par exemple, solliciter des commentaires, partager les résultats des découvertes pour la redevabilité)</i>
Préparation Nov 2017 - Janv 2018	Calendrier provisoire et l'étendue de l'évaluation Termes de référence provisoire	DCS AVSI DPFC DAENF COGES DSPS PAM Bureau régional PAM	Opérationnel + technique	Le gestionnaire de l'évaluation	- Email - Au cours d'une réunion de coordination habituelle	Solliciter des commentaires
	TDR Finaux	- Représentante du PAM - Comité de pilotage - USDA	Stratégique	Le gestionnaire de l'évaluation	- Email - Au cours d'une réunion de coordination habituelle	Validation Approbation

Quand	Quoi	À qui— <i>Organisation ou individus cible/ position (par exemple ONG partenaire, responsable du ministère du gouvernement, représentant des donateurs)</i>	Quel niveau	De qui	Comment	Pourquoi
<i>Phase d'évaluation ainsi que Jan / 2018</i>	<i>Moyens de communication produits (par exemple TDR, rapport initial, rapport final, etc.)</i>		<i>Niveau organisationnel de la communication (par exemple, domaine stratégique, opérationnel, etc.)</i>	<i>Le personnel dirigeant du bureau de mise en service avec le nom / poste (par exemple Directeur Pays, Responsable de l'évaluation)</i>	<i>Les moyens de communication (Par exemple, réunion, interaction, etc.)</i>	<i>Objet de la communication (par exemple, solliciter des commentaires, partager les résultats des découvertes pour la redevabilité)</i>
Démarrage Janvier – Mars 2018	Premier draft du rapport de démarrage incluant la méthodologie	DCS AVSI DPFC DAENF COGES DSPS PAM Bureau régional du PAM	Opérationnel + technique	Le gestionnaire de l'évaluation	- Email - Au cours d'une réunion de coordination habituelle	Solliciter des commentaires
	Deuxième draft du rapport de démarrage incluant la méthodologie					
	Rapport de démarrage final	- Représentante du PAM - Comité de pilotage - USDA	Stratégique	Le gestionnaire de l'évaluation	- Email - Au cours d'une réunion de coordination habituelle	Validation Approbation
Débriefing collecte et l'analyse des	Plan de collecte des données	DCS AVSI DPFC DAENF	Opérationnel + technique	Le gestionnaire de l'évaluation	- Email - Réunion du comité	Solliciter des commentaires et avis techniques

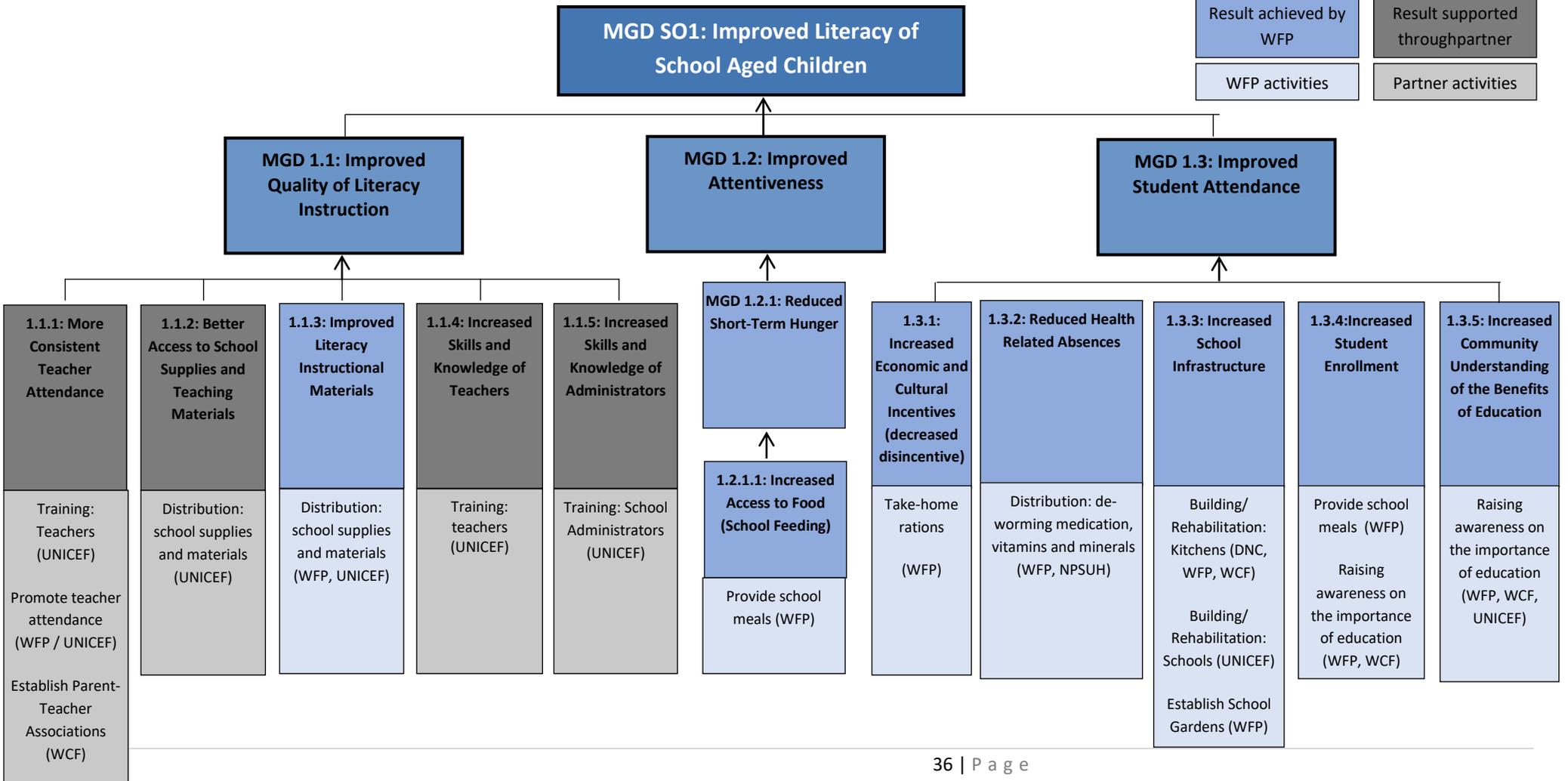
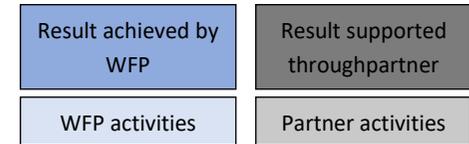
Quand	Quoi	À qui— <i>Organisation ou individus cible/ position (par exemple ONG partenaire, responsable du ministère du gouvernement, représentant des donateurs)</i>	Quel niveau	De qui	Comment	Pourquoi
<i>Phase d'évaluation ainsi que Jan / 2018</i>	<i>Moyens de communication produits (par exemple TDR, rapport initial, rapport final, etc.)</i>		<i>Niveau organisationnel de la communication (par exemple, domaine stratégique, opérationnel, etc.)</i>	<i>Le personnel dirigeant du bureau de mise en service avec le nom / poste (par exemple Directeur Pays, Responsable de l'évaluation)</i>	<i>Les moyens de communication (Par exemple, réunion, interaction, etc.)</i>	<i>Objet de la communication (par exemple, solliciter des commentaires, partager les résultats des découvertes pour la redevabilité)</i>
données Avril – Juin 2018	Questionnaires	COGES DSPS PAM Bureau régional du PAM			technique	
Rapportage Mai – Août 2018	Premier draft du rapport d'évaluation Deuxième draft du rapport d'évaluation	DCS AVSI DPFC DAENF COGES DSPS PAM Bureau régional du PAM	Opérationnel + technique	Le gestionnaire de l'évaluation	- Email - Réunion du comité technique	Solliciter des commentaires et avis techniques
	Rapport final d'évaluation	- Représentante du PAM - Comité de	Stratégique	Le gestionnaire de l'évaluation	- Email - Au cours d'une	Validation Approbation

Quand	Quoi	À qui— <i>Organisation ou individus cible/ position (par exemple ONG partenaire, responsable du ministère du gouvernement, représentant des donateurs)</i>	Quel niveau	De qui	Comment	Pourquoi
<i>Phase d'évaluation ainsi que Jan / 2018</i>	<i>Moyens de communication produits (par exemple TDR, rapport initial, rapport final, etc.)</i>		<i>Niveau organisationnel de la communication (par exemple, domaine stratégique, opérationnel, etc.)</i>	<i>Le personnel dirigeant du bureau de mise en service avec le nom / poste (par exemple Directeur Pays, Responsable de l'évaluation)</i>	<i>Les moyens de communication (Par exemple, réunion, interaction, etc.)</i>	<i>Objet de la communication (par exemple, solliciter des commentaires, partager les résultats des découvertes pour la redevabilité)</i>
		- pilotage - USDA			réunion de coordination habituelle	
Diffusion et suivi Août - Septembre 2018	Réponse provisoire du management sur les recommandations de l'évaluation Rapport final de l'évaluation	DCS AVSI DPFC DAENF COGES DSPA PAM Bureau régional du PAM	Stratégique	Le gestionnaire de l'évaluation	-Email - Atelier - Sites internet - Site Webdu PAM - Site Web du Ministère Site web de AVSI	Diffusion et suivi

Annexe 7 Cadre de résultats du Projet

WFP Côte d'Ivoire FY13-FY15 McGovern-Dole Proposal – Program-Level Results

Key



SO1 Foundational Results

MGD 1.4.1: Increased Capacity of Government Institutions (including schools)

Capacity Building Local, regional and national level (WFP)

Training: Commodity Management (WFP)

MGD 1.4.2: Improved Policy and Regulatory Framework

Develop Partnerships with Farmer Groups to supply food to schools (WFP, DNC)

MGD 1.4.3: Increased Government Support

Capacity Building Local, regional and national level (WFP)

MGD 1.4.4: Increased Engagement of Local Organizations and Community Groups

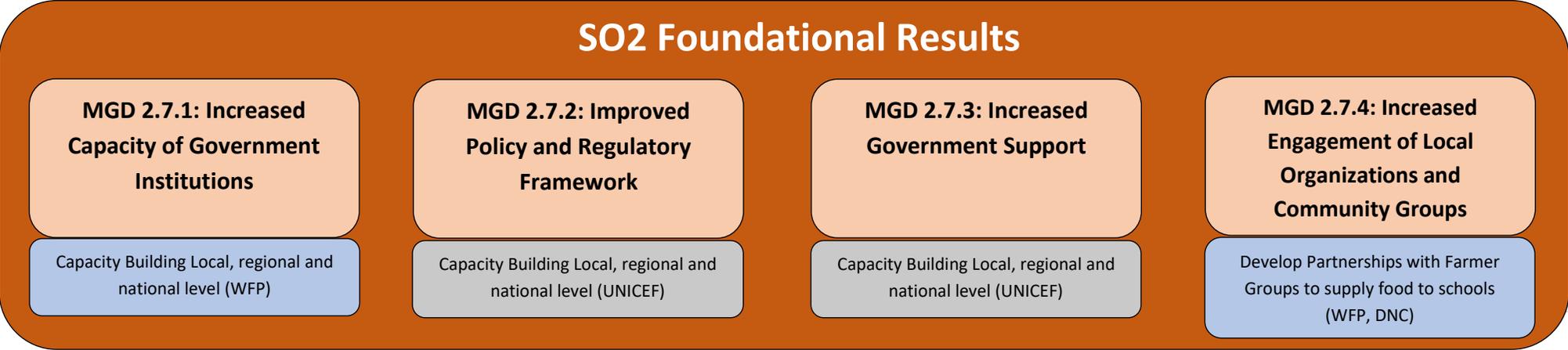
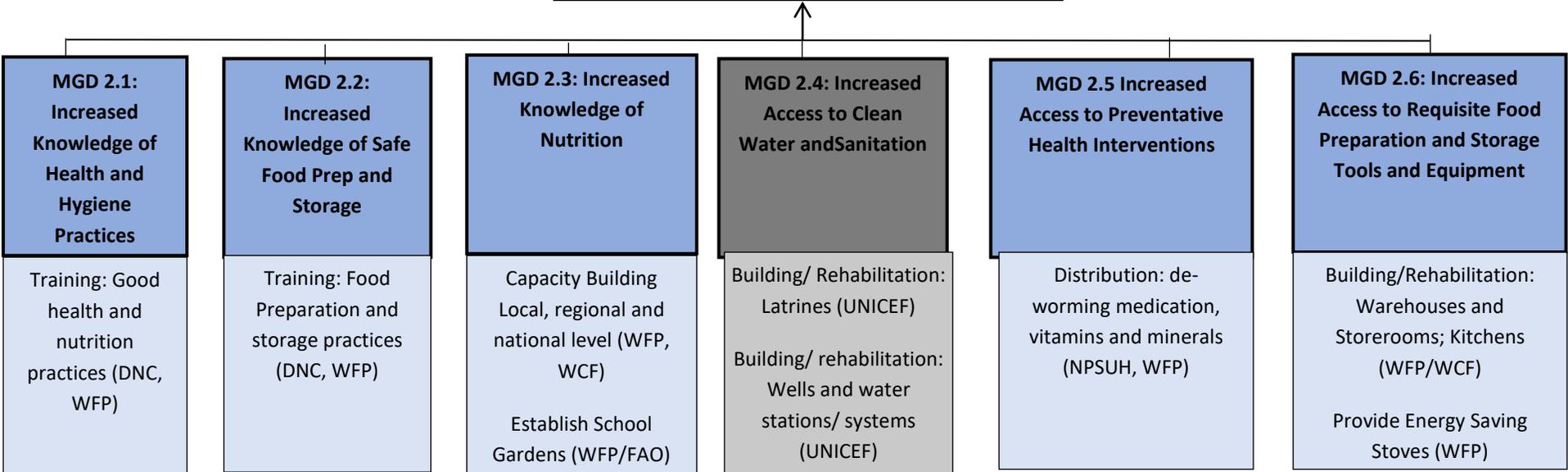
Establish Parent-Teacher Associations (WFP, WCF)

Training: Parent-Teacher Associations (WCF, WFP)

MGD SO2: Increased Use of Health and Dietary Practices

Key

Result achieved by WFP	Result supported through partner
WFP activities	Partner activities



Annexe 8 Abréviations

ANADER	Agence Nationale d'Aide au Développement Rural
AVSI	Association des Volontaires pour le service international
CP	Programme Pays
DCS	Direction des Cantines Scolaires
DEQAS	Système d'assurance qualité pour les évaluation décentralisée
EB	Conseil d'Administration du PAM
EGRA	Early grade Reading Assessment
ENV	Enquête de Niveau de Vie
MGD	McGovern – Dole
OEV	Bureau en charge des évaluations au Siège du PAM à Rome
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PIB	Produit Intérieur Brut
PIPCS	Programme Intégré de Pérennisation des Cantines Scolaires
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
UNCT	Equipe de Pays des Nations-Unies
UNDSS	Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies
UNEG	Groupe d'Evaluation des nations Unies
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
USDA	Département de l'Agriculture des Etats Unis d'Amérique